

CONSEIL MUNICIPAL DU 17/02/2015

ANNEXES

2015 - 35 CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE GRASSE POUR L'EXPLOITATION, L'ENTRETIEN ET LA FOURNITURE
D'ENERGIE POUR LA CHAUFFERIE DU CENTRE CULTUREL ALTITUDE 500

**CONVENTION DE REMBOURSEMENT RELATIVE
A L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DE LA CHAUFFERIE DU
SITE ALTITUDE 500**

Entre

La Commune de Grasse, identifiée sous le numéro de SIREN n° 210 600 698 00 18 dont le siège social est situé place du Petit Puy – B.P. 12031 - 06131 GRASSE Cedex, et représentée par l'Adjoint au Maire, XXXXX agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal n°-XXX en date du 17 février 2015,

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse** »

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sémard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n°-XXX en date du,

Dénommée ci-après « **La CAPG** »

D'autre part,

Préambule

La CAPG est gestionnaire de locaux sis 57, Avenue Honoré Lions - Route Napoléon - 06130 Grasse, cadastrée section AZ n°223.

Lesdits locaux abritent une chaufferie permettant d'une part le chauffage du centre aquatique dont la compétence relève de la CAPG et d'autre part le chauffage de l'Espace culturel Altitude 500 exploité par la commune de Grasse.

La chaufferie engendre des frais d'entretien et de maintenance. Ces frais sont pris en charge par la CAPG dans le cadre d'un contrat de performance énergétique.

La présente convention a pour objet de définir les conditions selon lesquelles la commune procèdera au remboursement d'une partie des frais assumés par la CAPG.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles la commune de Grasse procèdera au remboursement à la CAPG d'une partie des frais inhérents à la maintenance et à l'entretien de la chaufferie située au sein du site Altitude 500.

ARTICLE 2 : NATURE DES EQUIPEMENTS

La chaufferie assurant le chauffage est composée de :

- 1 Chaudière à gaz à condensation de Marque VIESSMANN modèle Victrossal 200 CML 400 ; Puissance maxi 400kW
- 1 Chaudière à gaz Marque GUILLOT modèle LRP09 puissance 250kW équipée d'un brûleur WEISHAUP

ARTICLE 3 : DESCRIPTIF DU CONTRAT DE MAINTENANCE

La CAPG confiera l'ensemble des prestations afférent au contrat de performance énergétique à l'entreprise titulaire du marché n°2013-61 notifié le 1^{er} octobre 2013 dont le titulaire COFELY Service.

Le contrat de performance énergétique comprend l'entretien, la maintenance et l'exploitation de la chaufferie.

Il se décompose comme suit :

- P1: fourniture d'énergie
- P2: maintenance préventive et curative (mise en route, arrêt, réglages, contrôles de combustion, disconnecteur, ramonage, ...)
- P3: renouvellement programmé des équipements, garantie totale (pièces et main d'œuvre)

ARTICLE 4 : PROPRIETE DES OUVRAGES

La CAPG est seule propriétaire des ouvrages décrit à l'article 2 de la présente convention.

Le Commune de Grasse ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les équipements objets des présentes.

ARTICLE 5 : PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN

La maintenance et l'entretien de la chaufferie sont gérés par la CAPG.

Ainsi, la CAPG se chargera de réaliser toutes les demandes d'intervention, de contrôle ou de réparations auprès du titulaire du contrat de performance énergétique.

La CAPG sera le seul interlocuteur du prestataire.

Le personnel de la CAPG et son prestataire titulaire du contrat de performance énergétique sont seuls capables et en droit d'intervenir sur la chaufferie sauf en cas d'autorisation expresse par écrit de la CAPG.

La CAPG informera par écrit, au minimum 24 heures au préalable, la commune de Grasse de tous travaux de maintenance et/ou d'entretien, notamment si ces derniers entraînent une interruption du chauffage.

Limite d'intervention : le contrat ne couvre pas les installations de chauffage ou ventilation situées dans l'enceinte des bâtiments communaux (en dehors de la chaufferie). La commune devra faire son affaire des éventuels dysfonctionnements qui pourraient intervenir dans ses murs (ex : purge des radiateurs).

ARTICLE 7 : REPARTITION DES DEPENSES

La CAPG réglera l'ensemble des factures émises par le prestataire dans le cadre du contrat de performance énergétique.

Une partie des dépenses relatives aux prestations réalisées, suivant les modalités définies ci-après, seront prises en charge par la commune de Grasse.

La CAPG procédera à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de la Commune de Grasse correspondant à la répartition définie ci-dessous.

Le titre de recette sera accompagné de tous les documents (factures, état des consommations, etc.) permettant de justifier les sommes sollicitées dans le cadre des présentes.

Le remboursement de la commune de Grasse dans le cadre du contrat de performance énergétique est défini comme suit :

- **P1** : la Commune remboursera à la CAPG les consommations réelles de Gaz lors de la saison de chauffe correspondant aux mois de Janvier, février, mars, avril, octobre, novembre et décembre.

Estimation annuelle basée sur les années précédentes :

- 10 000€TTC pour la commune
- 20 000€TTC pour la CAPG

- **P2 et P3** : la Commune remboursera à la CAPG 40% des montants sollicités par le prestataire pour la maintenance et le renouvellement, soit :

P2 : 2 193.10 € HT / an pour la commune (5 482,75€HT annuel)

P3 : 1568 € HT / an (3 920€HT annuel)

La CAPG prendra à sa charge 60% des factures présentées.

Les révisions de prix comprises au sein du marché n°2013- 61 conclu entre la CAPG et la société COFELY seront appliquées, dans la limite de sa participation, à la commune de Grasse. A ce titre, les montants précisés ci-dessus sont révisables selon les formules définies à l'article 19 du CCAP du CPE.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

Il conviendra d'établir une nouvelle convention à l'issue de ce contrat.

Ainsi, la présente convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin le 1er avril 2020.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 11: LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le

Pour le Maire,
l'Adjoint délégué
XXXXXX,

Le Président de la communauté
d'agglomération,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil général
des Alpes-Maritimes